

Le Covid n'occulte pas l'inquiétude climatique

L'environnement se classe en sixième position des préoccupations dans 30 pays, selon un sondage Ipsos

La crise sanitaire n'a pas effacé la crise climatique dans l'esprit des citoyens. Mais si 70 % de la population mondiale se dit plus inquiète qu'il y a un an concernant le dérèglement climatique, elle en connaît encore mal les causes et elle peine à agir à la hauteur des enjeux. C'est ce que montre un vaste sondage réalisé par Ipsos pour EDF, dans trente pays comptant les deux tiers de la population mondiale et parmi lesquels figurent les plus importants émetteurs de CO₂, que *Le Monde* révèle en exclusivité.

Cette étude, réalisée en septembre auprès de 24 000 personnes selon la méthode des quotas, montre que l'environnement se classe en sixième position des préoccupations (39 % des sondés l'ont choisi parmi les sujets qui les préoccupent le plus), loin derrière le coronavirus (59 %), suivi par le coût de la vie, le chômage, la pauvreté et le système de santé. Les habitants les plus préoccupés se situent en Europe – l'environnement est 4^e en France –, mais aussi au Canada, en Australie, en Inde et en Chine.

« Le Covid-19 est venu brutalement bouleverser le système de représentations. L'opinion publique a réagi au coronavirus de manière très forte et très immédiate, et a quelque peu minimisé la question environnementale, ce qui est paradoxal alors que le changement climatique pose un danger plus lourd et plus pérenne dans le temps », analyse Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos.

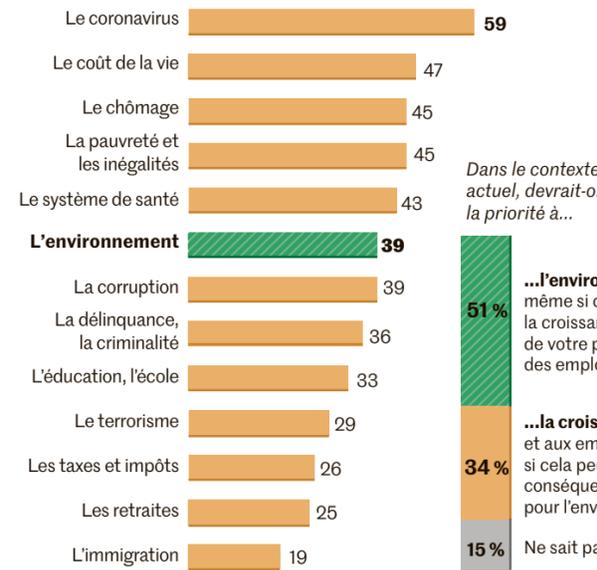
Climatoscepticisme persistant

L'intérêt pour l'environnement reste malgré tout « enraciné », juge-t-il. Il en veut pour preuve la courte majorité (51 %) de répondants qui juge que, dans le contexte actuel, la priorité devrait être donnée à ce sujet, même si cela peut ralentir la croissance économique. « Il y a un clivage social : davantage de personnes modestes restent plus attachées à une croissance pourvoyeuse d'emplois », précise Brice Teinturier. Parmi les problèmes liés à l'environnement, le changement climatique et sa manifestation la plus visible, les événements climatiques extrêmes, figurent parmi les sujets qui inquiètent le plus.

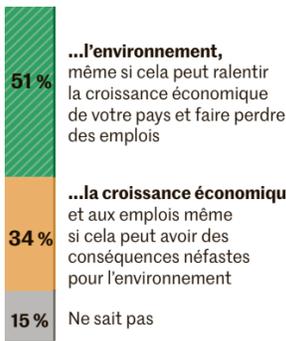
Malgré cette préoccupation, la confusion reste grande quant aux causes du dérèglement climatique. Seules six personnes sur dix citent les gaz à effet de

Aujourd'hui, l'environnement préoccupe l'opinion publique sans toutefois être prioritaire

Dans cette liste, quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus ? en %

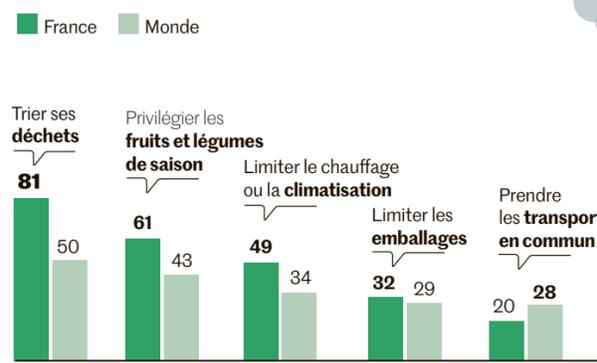


Dans le contexte de crise sanitaire actuel, devrait-on donner la priorité à...

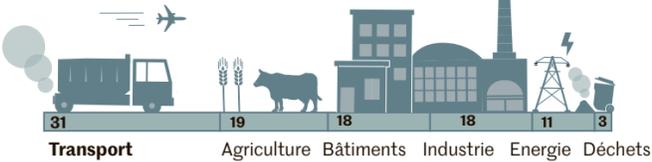


Un décalage entre les actions individuelles et les causes principales du changement climatique

Parmi ces actions individuelles contribuant à la lutte contre le changement climatique, lesquelles réalisez-vous systématiquement ou presque ? en %



Répartition des émissions françaises de gaz à effet de serre, en % en 2019



Infographie : Le Monde. Sources : Sondage EDF-Ipsos Obs/Cop 2020 auprès de 24 004 individus représentatifs de la population de 16 ans et plus de trente pays, réalisé en ligne du 9 au 29 septembre ; Haut Conseil pour le climat

serre, tandis que plus de 30 % des sondés évoquent le trou de la couche d'ozone ou confondent CO₂ et pollution.

Plus inquiétant, un tiers des citoyens n'associe pas le changement climatique à un phénomène d'origine humaine, et 7 % le nient purement et simplement. Les États-Unis deviennent le pays le plus climatosceptique au monde, avec 52 % des Américains ne croyant pas à un changement climatique d'origine humaine (+ 7 points par rapport à 2019). Ils sont suivis de près par l'Arabie saoudite (51 %), la Norvège (50 %) et

l'Australie (43 %), tous des grands producteurs de pétrole et de gaz.

Un autre sondage, commandé par le think tank allemand « d|part » et l'Open Society European Policy Institute, et publié le 23 novembre, confirme une grande confusion quant à l'étendue de la responsabilité humaine dans huit pays européens et aux États-Unis. Entre 17 % et 44 % des sondés – le maximum étant en France – croient que le changement climatique est autant causé par les humains que par les processus naturels. « La science du climat montre que le réchauffement

climatique ne s'explique par aucun facteur naturel, et qu'il est intégralement dû aux conséquences des activités humaines », rappelle Valérie Masson-Delmotte, coprésidente du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). « Mais je ne considère pas que l'on puisse qualifier tous ces gens de climatosceptiques : il ne s'agit pas forcément d'un déni des faits scientifiques, mais d'un manque d'information et de connaissances », avertit-elle.

Nombre de citoyens pensent en outre que les scientifiques sont di-

visés sur les causes du réchauffement climatique (39 % en France), alors qu'il existe un consensus total parmi les climatologues.

D'avantage que l'âge, le genre ou le niveau d'éducation, ce sont les orientations politiques qui polarisent le plus les opinions sur le changement climatique, en Europe comme aux États-Unis. Les personnes de gauche ont tendance à être plus conscientes de ses causes et de son impact, et plus favorables à l'action, que celles de droite : aux États-Unis, les personnes de gauche sont par exemple trois

Le passage aux actes, encore peu intégré au quotidien, est concentré sur des mesures qui n'ont qu'un impact limité sur les émissions

fois plus nombreuses que celles de droite à être conscientes du changement climatique.

« Le fait que le mécanisme du réchauffement climatique ne soit pas bien compris empêche d'agir sur ses causes profondes », observe Brice Teinturier. Le sondage Ipsos pour EDF, comme celui de « d|part », montre que le passage aux actes, encore peu intégré au quotidien, est concentré sur des mesures qui n'ont qu'un impact limité sur les émissions. Si la moitié de la population interrogée (et 81 % des Français) trie systématiquement ou presque ses déchets, ils sont seulement 20 % à éviter de prendre leur voiture, 19 % à limiter leur consommation de viande, 18 % à recourir à des énergies renouvelables et 16 % à se déplacer à vélo, alors que la production d'énergie pour les transports et les bâtiments ainsi que l'agriculture fait partie des secteurs les plus émetteurs.

Refus des contraintes

En réalité, d'après les deux études, la majorité des personnes interrogées pense que c'est aux gouvernements d'agir en priorité contre le dérèglement climatique, davantage qu'aux citoyens. Mais si les attentes envers les dirigeants sont fortes, seulement 50 % des répondants, dans le sondage Ipsos, estiment que les gouvernements agissent réellement, et ce chiffre tombe à 26 % en France, pays le plus critique.

Les mesures qui pourraient être mises en place par les dirigeants sont d'autant moins acceptées qu'elles relèvent de contraintes ou de taxes. Ainsi, si 86 % des sondés jugent « acceptable » de développer les énergies renouvelables, ce niveau tombe à 51 % pour le fait de taxer davantage les ordures ménagères, ou à 47 % pour l'instauration d'une taxe sur les billets d'avion. ■

AUDREY GARRIC

La militante anticharbon Lucie Pinson lauréate du prix Goldman

La directrice générale de l'ONG Reclaim Finance a reçu, lundi, le prestigieux prix pour l'environnement pour la région Europe

Lucie Pinson n'est pas angoissée par l'avenir. Non pas que l'état de la planète ne l'inquiète pas – elle est plutôt pessimiste. Mais elle n'a pas vraiment le temps d'y penser, tant elle est tout entière tournée vers son combat : limiter l'expansion des énergies fossiles nocives pour le climat, en luttant contre leur financement. « On est dans une guerre climatique, la vie de millions de gens est en jeu, affirme cette militante, directrice générale de l'ONG Reclaim Finance. Je ressens beaucoup de pression quand je vois tout ce qu'il faudrait faire. »

Cette travailleuse acharnée a déjà beaucoup fait. A tel point que, lundi 30 novembre, la jeune femme de 35 ans a reçu, pour la région Europe, le prix Goldman pour l'environnement, la plus grande distinction dans le domaine, pour son « action en faveur de la fin des financements du

charbon par les grandes banques, sociétés d'assurances et d'investissements ». C'est seulement la troisième fois qu'un Français est lauréat – après Claire Nouvian en 2018 et Christine Jean en 1992.

« Name and shame »

Sous la pression de Lucie Pinson, 16 groupes financiers français, dont le Crédit agricole, Axa, BNP Paribas et la Société générale, se sont engagés à sortir totalement du charbon en excluant de leur portefeuille les entreprises développant de nouveaux projets et en demandant aux autres d'adopter des plans de sortie de cette énergie. Par la suite, 43 banques et assureurs internationaux ont cessé de soutenir la construction de mines et de centrales à charbon.

Son esprit de combat, la jeune Nantaise l'a forgé lors de ses études, dans un parcours atypique qui l'a menée d'une école fré-

quentée par l'aristocratie catholique – elle qui est issue d'une famille modeste et athée – à un double master en science politique et en politique de développement. En 2011, un stage l'amène à participer à l'organisation de contre-sommets au G8 et au G20. Elle découvre le rôle de la finance, un « levier majeur de transformation » qui est « souvent laissé aux mains des experts alors qu'il a des impacts sur des millions de gens ».

Embauchée aux Amis de la Terre de 2013 à 2017, comme chargée de campagne finance privée, elle cible le charbon, la première source d'émissions de CO₂ au monde. En Afrique du Sud, où elle a passé deux années durant ses études, elle a observé les conséquences environnementales et sanitaires « catastrophiques » d'une énergie qui « ne peut pas être propre ». Des coups, elle en a pris quelques-uns, se faisant

huer et insulter, année après année, aux assemblées générales des actionnaires des banques, lors desquelles elle demandait à prendre la parole après avoir acheté des actions. Mais elle en a surtout donné, en bloquant des sièges d'institutions et surtout en pratiquant le « name and shame », qui consiste à exposer au grand public les mauvaises pratiques d'une entreprise.

« Il faut mettre la pression sur les acteurs financiers, sinon ça avance trop lentement. C'est le coût réputationnel qui les fait bouger », estime cette « lobbyiste » qui utilise les avancées des uns comme moyen de pression sur les autres. Elle ne s'en cache pas, elle fait appel à la « menace » mais « tout est transparent et carré ». « On les avertit à l'avance et tout ce qu'on peut avancer en privé, tant mieux. Mon ennemi n'est pas la finance mais le changement climatique. »

Car la force de Lucie Pinson, c'est d'être parvenue, derrière les campagnes publiques, à développer une relation de confiance, privée cette fois, avec de nombreux acteurs financiers, qu'elle rencontre régulièrement. Des liens encore renforcés lorsqu'elle a créé, en mars, Reclaim Finance, une ONG consacrée à la finance et au climat.

Respectée et redoutée

L'essentiel de son travail se passe derrière un ordinateur, où elle plonge dans les bases de données, recense et analyse les financements des projets d'énergies fossiles, se familiarise avec les notions financières. « Il faut comprendre le fonctionnement et les contraintes des acteurs financiers pour pouvoir leur faire les recommandations les plus précises et réalistes possible », explique la jeune femme, qui donne désormais des formations aux banques ou aux gestionnaires

d'actifs. « C'est presque une prestation de conseil très haut de gamme mais gratuite », compare un acteur du secteur, qui juge que Lucie Pinson « a fait avancer » son entreprise « en arrivant avec de bonnes idées, des propositions bien ficelées et intelligentes ». « Elle est tant respectée que redoutée », poursuit-il, en souriant.

Malgré les progrès obtenus sur le charbon, Lucie Pinson est loin d'avoir rangé les armes. « Les acteurs financiers français financent encore largement l'expansion des énergies fossiles les plus risquées, le gaz et le pétrole de schiste, les sables bitumineux ou les hydrocarbures en Arctique. Il est urgent d'exclure les entreprises qui s'y développent, même lorsqu'il s'agit de majors comme Total. » Des demandes qu'elle inclura dans sa carte de vœux adressée aux banques et aux assureurs, en janvier 2021. ■

AU. G.